



PRÉFET DE LA NIÈVRE

**Préfecture de la Nièvre
Secrétariat Général**

Direction du pilotage interministériel

Pôle environnement et guichet unique ICPE

Tél. 03.86.60.71.46

58-2018-06-08-001

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

portant mise en demeure à la société SADE CGTH de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2007 réglementant le centre d'enfouissement technique de déchets non dangereux au titre des ICPE, modifié (en particulier par l'arrêté préfectoral n° 2012-P-1076 du 3 juillet 2012, portant prescriptions complémentaires sur la prévention d'émissions odorantes), qu'elle exploite sur le territoire de la commune de LA FERMETÉ (Nièvre).

**Le Préfet de la Nièvre
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1, et L. 514-5,
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2007-P-1778, modifié, délivré, au titre des ICPE, le 30 mars 2007, à la société SADE CGTH, pour la poursuite de l'exploitation d'un centre de stockage de déchets non dangereux, situé sur le territoire de la commune de LA FERMETÉ, et notamment ses articles 3.1.3 et 3.1.3.2, 1^{er} alinéa,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2012-P-1076 du 3 juillet 2012 portant prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral précité sur la prévention d'émissions odorantes,
- VU** le rapport du 28 mai 2018, de l'Inspection des installations classées, suite au contrôle inopiné effectué le 20 avril 2018 dans le cadre de plaintes récurrentes, déposées par un habitant proche du centre d'enfouissement technique, pour émissions d'odeurs incommodantes, transmis à l'exploitant par courrier en date du 28 mai 2018,
- VU** l'absence de réponse de l'exploitant au rapport susvisé,

CONSIDÉRANT que la société SADE CGTH est régulièrement autorisée au titre des ICPE par l'arrêté préfectoral n° 2007-P-1778 du 30 mars 2007, modifié, susvisé, à exploiter un centre d'enfouissement technique de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de LA FERMETÉ (Nièvre),

CONSIDÉRANT que l'article 3.1.3 de ce règlement dispose que : « *Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques* »,

CONSIDÉRANT que l'article 3.1.3.2 de ce même règlement dispose, entre autres, que : « *Les nouvelles alvéoles qui seront exploitées devront être entourées et équipées de filets brise-vent d'une hauteur minimale de trois mètres par rapport à la digue du casier ainsi que d'un système de brumisateur à une hauteur minimum de deux mètres sur au moins une face permettant de neutraliser les odeurs. En fonction de son efficacité, le système de brumisateur pourra être étendu sur l'ensemble des filets. Ce dispositif (filets brise-vent et brumisateur) sera installé le long de la digue du casier et ceinturera aussi l'aire de déchargement des camions* ».

CONSIDÉRANT les plaintes déposées par un voisin proche du site les 11, 17, 19 et 20 avril 2018, par courriels adressés au service de l'Inspection des installations classées, au Préfet de la Nièvre ainsi qu'à l'exploitant du site, pour l'émission d'odeurs incommodantes,

CONSIDÉRANT que la visite réalisée de manière inopinée par l'Inspection des installations classées en date du 20 avril 2018, présentée dans le rapport du 28 mai 2018 susvisé, confirme l'émission d'odeurs de biogaz à plusieurs endroits du centre d'enfouissement, en cours d'exploitation le jour de la visite,

CONSIDÉRANT que cette visite a également fait apparaître l'absence de filets brise-vent et de brumisateurs anti-odeurs prescrits au premier alinéa de l'article 3.1.3.2, précité,

CONSIDÉRANT qu'au cours d'une réunion à la mairie d'IMPHY, en date du 17 mai 2018, Madame le Maire, un représentant de la police municipale ainsi qu'un gendarme de la brigade de gendarmerie d'IMPHY, implantée à proximité du centre d'enfouissement, ont fait part à l'Inspecteur des installations classées de l'apparition et de la recrudescence, depuis quelques semaines, d'odeurs de biogaz en divers lieux de la ville d'IMPHY,

CONSIDÉRANT que de nouvelles plaintes ont été déposées par le voisin susvisé les 1^{er}, 2, 21, 22 et 23 mai 2018, par courriels adressés au service de l'Inspection des installations classées, au Préfet de la Nièvre ainsi qu'à l'exploitant du site, pour l'émission d'odeurs incommodantes,

CONSIDÉRANT le courrier, en date du 23 mai 2018, de Madame le Maire d'IMPHY constatant une recrudescence des odeurs liées à l'activité du centre d'enfouissement technique de déchets non dangereux, situé sur la commune de LA FERMETÉ,

CONSIDÉRANT que les constats de l'Inspection des installations classées réalisés au cours de la visite qu'elle a assurée *in situ* le 20 avril 2018, constituent des manquements aux dispositions des articles 3.1.3 et 3.1.3.2, 1^{er} alinéa de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2007, susvisé,

CONSIDÉRANT que, dans ces conditions, les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment en ce qui concerne la commodité du voisinage, la santé et la protection de la nature et de l'environnement, ne sont pas garantis en toutes circonstances,

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 alinéa I du code de l'environnement en mettant en demeure la société SADE CGTH de respecter les prescriptions des articles 3.1.3 et 3.1.3.2, 1^{er} alinéa de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2007, susvisé,

CONSIDÉRANT qu'un délai maximal de 15 jours est suffisant pour la mise œuvre des mesures permettant de respecter ces prescriptions,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre,

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET

La société SADE CGTH, autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2007-P-1778 du 30 mars 2007, modifié, susvisé, à exploiter un centre d'enfouissement technique de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de LA FERMETÉ (Nièvre), est mise en demeure de mettre en oeuvre, sous un délai maximal de 15 jours, les dispositions nécessaires pour le respect, en toutes circonstances, des prescriptions fixées aux articles 3.1.3 et 3.1.3.2 1^{er} alinéa de l'arrêté préfectoral précité.

ARTICLE 2 – SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions figurant à l'article L. 171-8 alinéa II du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – VOIE ET DÉLAI DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de DIJON, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 4 – NOTIFICATION - PUBLICATION - EXÉCUTION

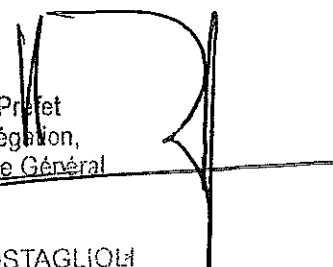
- M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre,
- Mme le Maire de la commune de LA FERMETÉ,
- M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté par intérim,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Nièvre, dont une copie sera notifiée à l'exploitant, et dont l'original sera transmis au Directeur des archives départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers, le - 8 JUIN 2018

Le Préfet,

/ Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général



Stéphane COSTAGLIOLI

